

*Compression des dépenses de l'État*

maintenir la liberté. Je suis à la Chambre depuis longtemps, mais, depuis 1956, je ne me rappelle pas avoir vu le Parlement bafoué comme il l'a été aujourd'hui par les remarques arrogantes et insolentes du premier ministre du Canada.

**Des voix:** Bravo!

**M. Diefenbaker:** De fait, il est incroyable qu'une personne qui occupe un poste aussi élevé que le sien traite la Chambre des communes comme si elle avait pour seul rôle de se plier à ses désirs, oubliant les responsabilités importantes qu'ont tous les députés.

Comme le député de Brome-Missisquoi (M. Grafftey) l'a signalé, monsieur l'Orateur, nous n'en sommes pas encore au régime présidentiel. A ma connaissance, jamais auparavant un premier ministre n'a refusé de renseigner la Chambre ou de lui demander son avis, s'arrogeant le droit de parler au peuple canadien en laissant entendre que, comme premier ministre, il parle au nom des membres de la Chambre. Je n'ai jamais rien vu de pareil. Il n'a pas à parler au peuple canadien et à lui indiquer les mesures qu'il pense qu'on devrait prendre sans avoir demandé l'opinion de l'ensemble du Parlement. S'il le fait, il profite du pouvoir que confère le fait de parler sur les ondes du réseau de radiodiffusion du Canada. A mon avis, c'est répréhensible et dangereux.

**Une voix:** Les gens sont dangereux.

**M. Diefenbaker:** Il le fait quand même parce qu'il se moque totalement du Parlement.

**Des voix:** Bravo!

**M. Diefenbaker:** Donc, même si j'estime qu'il n'a absolument pas le droit de parler aux Canadiens sans avoir consulté le Parlement au préalable, j'estime que le même temps de parole devrait être mis à la disposition des membres de l'opposition à la Chambre des communes afin qu'ils puissent faire connaître également leur point de vue au peuple canadien.

**Des voix:** Bravo!

**M. Diefenbaker:** Avez-vous jamais entendu, monsieur l'Orateur, une condamnation aussi grave à l'égard d'un gouvernement que celle qui figure dans le rapport de l'Auditeur général? Je ne la citerai pas, car je ne veux pas dépasser mon temps de parole, mais cela se résume ainsi: le gouvernement administre très mal ses affaires. M. Macdonell a reproché au gouvernement fédéral de ne pas avoir encore commencé à changer la façon dont il présente ses prévisions budgétaires annuelles malgré les 150 recommandations que lui a présenté le comité des comptes publics. Il précise à quel point le gouvernement est allé à l'encontre de tout principe démocratique en laissant les dépenses du pays atteindre un niveau record.

Quand j'étais premier ministre, les dépenses totales s'élevaient à environ six milliards de dollars; aujourd'hui, elles s'élèvent à 42 milliards. Pour ce qui est du déficit de cette

[M. Diefenbaker.]

année, je l'estime à environ cinq milliards et l'intérêt sur l'emprunt qu'il faudra faire pour le couvrir coûtera au contribuable canadien \$1,100,000 par jour. Pourtant, on ne fait absolument rien pour faire face à la situation. Aujourd'hui, le premier ministre a affiché un mépris total pour cette institution. Il est en mesure d'obtenir une majorité mathématique à la Chambre et prétend pouvoir faire fi des droits des députés—et non seulement il le prétend, mais il le fait.

Quelle est l'attitude des Canadiens envers le gouvernement, monsieur l'Orateur? Ils ne croient pas le premier ministre lorsqu'il parle. Ils ont perdu confiance dans un gouvernement qui, après avoir pris une position donnée, nie l'avoir jamais prise lorsque tombent les critiques.

**Des voix:** Bravo!

**M. Diefenbaker:** Cela se reproduit sans cesse. Je ne vais pas vous citer ce que le député de Vaudreuil (M. Herbert) a dit dans sa lettre aux députés libéraux, monsieur l'Orateur. Il a été courageux pendant la guerre et a été encore plus courageux de produire cette lettre, car son avenir est très incertain. Il a exposé en détails ce qui s'était passé et a critiqué le premier ministre directement et indirectement.

**M. Baker (Grenville-Carleton):** Ce n'est pas très honnête.

**M. Diefenbaker:** L'honorable John Turner, excellent parlementaire qui nous a quittés il y a un an parce qu'il ne pouvait supporter l'attitude du premier ministre—je pense qu'il serait assez justifié d'y voir là le motif de son départ—a fait une allocution l'autre jour à Toronto. Chaque fois que les libéraux cherchent aujourd'hui vers quelle Mecque se tourner, ils semblent diriger leurs regards vers Toronto et l'honorable John Turner...

**M. Roy (Laval):** Tenez-vous en au bill.

**M. Diefenbaker:** Je suis disposé à accueillir en tout temps des interruptions pourvu qu'elles ne soient pas anonymes.

**Des voix:** Bravo!

**M. Diefenbaker:** M. Turner disait notamment:

Le Canada a épuisé son crédit auprès des pays étrangers.

Il a poursuivi en exposant de façon plus détaillée ce qu'il pense à cet égard. M. Turner était en Europe dernièrement, avant les élections qui ont eu lieu au Québec. Comme nous venons de le voir, le premier ministre s'est servi des derniers événements pour essayer de faire oublier les prodigalités sans précédent de son gouvernement. En Europe, M. Turner a constaté que non seulement le Canada a épuisé son crédit auprès des autres pays mais qu'il est maintenant considéré comme un risque politique. Qu'est-ce que cela veut dire? Est-ce une allusion à Castro et à Cuba? Je pose la question sans commentaires, car ils seraient superfétatoires.